



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration de la FSU au Conseil Supérieur de l'Éducation du 7 avril 2022

A la veille du premier tour de l'élection présidentielle, la FSU réaffirme que la politique menée par Emmanuel Macron a nourri la progression des idées d'extrême droite. Cette politique empreinte de démantèlement des outils de la démocratie sociale, de démantèlement des services publics, d'une gestion catastrophique de la crise sanitaire, d'atteintes aux libertés individuelles et collectives, d'une gestion très restrictive d'accueil des migrant-es, d'une baisse de la fiscalité au profit des plus riches et des entreprises, d'une répression de la contestation sociale, d'une aggravation des inégalités et d'un développement de la précarité et de la pauvreté a nourri la désespérance d'une partie toujours plus importante de la population et risque d'alimenter l'abstention dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Dans ce contexte, la FSU appelle l'ensemble des électrices et électeurs à aller voter massivement le 10 avril 2022. Nous avons besoin que les idées et revendications du monde du travail que nous représentons se fassent entendre aussi dans les urnes. Pour cela, la FSU appelle à voter pour les candidat-es dont le programme permettra un réinvestissement dans les Services Publics, le retour à une retraite à 60 ans à taux plein, une égalité femmes-hommes dont l'égalité salariale, une politique d'accueil de tou-ttes les réfugié-es et un changement de politique économique et sociale pour faire face à l'urgence climatique.

La FSU rappelle aussi, comme elle l'a déjà fait dans un cadre intersyndical, que « pas une voix ne doit se porter pour l'extrême droite » !

Concernant l'Éducation et la formation, loin de préparer notre pays aux enjeux futurs, les politiques éducatives et de formation menées par les ministres de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du travail n'ont fait que dégrader le service public au nom des dogmes néolibéraux.

Le constat est sans appel, le service public de d'Éducation sort très fragilisé de ce quinquennat et il aura besoin d'une politique ambitieuse et de moyens nouveaux pour mettre en œuvre les objectifs qui devraient lui être assignés, à savoir, l'éradication des inégalités scolaires, l'Éducation et la formation de toutes et tous dans des visées émancipatrices et d'élévation du niveau de qualification de l'ensemble de la population.

Parmi les réformes qui ont considérablement abîmé le service public de l'Éducation, celle des concours de recrutement et de la formation des enseignant-es du premier et du second degré et des CPE est un cas d'école. Le dernier rapport de la DARES et de

FRANCE STRATEGIE sur les « métiers en 2030 » souligne que 329 000 enseignant-es doivent être recruté-es entre 2019 et 2030 et qu'il y aura un déficit par manque d'attractivité de 68 000 personnes sur la période. Si le ministre voulait accentuer le problème, il ne s'y prendrait pas autrement.

Sans revenir en détail sur cette réforme, nous constatons bien aujourd'hui qu'elle n'a que des effets négatifs sur le recrutement et la formation. Elle réduit la formation, met en péril l'entrée dans le métier et déstabilise un vivier de recrutement déjà fragilisé par des années de suppression de postes et d'absence de soutien aux étudiant-es. Ceci est le résultat des décisions unilatérales du gouvernement, nullement de la prise en compte de nos propositions ou d'un bilan partagé de ce qui existait auparavant.

Les candidat-es qui se présentent cette année au CRPE, au CAPES, au CAPET, au CAPEPS, au CAPLP et aux concours CPE ont décidément bien du mérite. Mais combien sont-ils et sont-elles ? Alors qu'habituellement, leur nombre est publié par le Ministère de l'Éducation nationale au plus tard début décembre, cette année, il reste confidentiel. La baisse du nombre des inscriptions en serait-elle la cause ? La FSU vous a envoyé un courrier le 24 mars afin d'avoir des réponses aux questions légitimes qu'elle se pose dans le cadre de la rentrée scolaire prochaine. Elle n'a toujours pas reçu de réponse. Elle réitère sa demande d'être reçue rapidement par les services du MEN et du MESRI.

Les attaques contre la voie professionnelle ont aussi été multiples et brutales lors de ce quinquennat. Elles ont été orchestrées par une transformation de la voie professionnelle voulue par JM. Blanquer mais aussi renforcées par la loi « avenir pro » et les plans de relances qui ont sur-dopé l'apprentissage au détriment de l'enseignement professionnel public.

Dans le cadre des premiers ateliers de la voie professionnelle organisés par le SNUEP-FSU, l'enquête menée par Harris Interactive donne la parole aux professeur-es de lycée professionnel (PLP).

Celle-ci montre bien que la transformation de la voie professionnelle est massivement rejetée.

71 % des PLP la rejette. Pour 79 % d'entre elles et eux, elle ne permet pas d'atteindre les objectifs de formation et 66 % considèrent que les dispositifs génèrent une perte de sens du métier.

Trois quarts d'entre eux dénoncent la perte d'heures allouées ainsi qu'une perte de qualité des programmes et des référentiels, avec pour conséquence d'entraver la réussite des élèves. Pour une majorité, la possibilité de faire progresser les élèves pour obtenir leur diplôme comme pour leur poursuite d'études s'est dégradée ces cinq dernières années. Si à peine la moitié des PLP apprécie la co-intervention, un quart seulement sont satisfait-es du chef-d'œuvre et des familles de métiers.

De plus, la moitié des PLP accueillant des apprenti-es dans leur classe déclarent que les conditions d'enseignement pour les élèves se dégradent et constatent une perte de niveau.

Pour la FSU, il faut donc rompre avec les politiques menées depuis plus de 15 ans qui ont eu pour conséquences de déstabiliser les lycées professionnels. Si une autre réforme doit être mise en œuvre prochainement, elle doit avant tout permettre de redonner du temps et les conditions favorables aux apprentissages afin de permettre à plus de jeunes d'accéder à des qualifications reconnues par l'obtention de diplômes.

La FSU s'engagera à combattre tout nouveau projet qui dégraderait encore plus la formation professionnelle initiale sous statut scolaire. Elle se battra pour maintenir l'enseignement professionnel dans l'Éducation nationale aux côtés des voies générale et technologique.